COMBATTONS L'AUSTÉRITÉ

PARTICIPEZ À VOS ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ÉTUDIANTES POUR EXIGER UNE SEMAINE DE GRÈVE DU 23 MARS AU 27 MARS

PARTICIPEZ AUX ÉVÈNEMENTS À VENIR:

MANIFESTATION
27 MARS 13h
SQUARE DORCHESTER
RAZ DE MARÉE
CONTRE L'AUSTÉRITÉ
REJOINS LA VAGUE
RUES

REJOINS LA VAGUE

RUES

FACE À NOTRE APAUVRISSEMENT ET LA DESTRUCTION DE NOTRE ÉDUCATION...

COMBATTONS L'AUSTÉRITÉ

PARTICIPEZ À VOS ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ÉTUDIANTES POUR EXIGER UNE SEMAINE DE GRÈVE DU 23 MARS AU 27 MARS

PARTICIPEZ AUX ÉVÈNEMENTS À VENIR:

MANIFESTATION
27 MARS 13h
SQUARE DORCHESTER
RAZ DE MARÉE
CONTRE L'AUSTÉRITÉ
REJOINS LA VAGUE
RUES

REJOINS LA VAGUE

RUES

FACE À NOTRE APAUVRISSEMENT ET LA DESTRUCTION DE NOTRE ÉDUCATION...

PRENDRE ACTION

Si tous les partis qui ont été au pouvoir depuis 40 ans ont participé au pillage, c'est que la solution ne viendra pas d'une élection. Nous devons agir et faire pression sur le gouvernement afin de le forcer à changer de direction pour répondre à nos revendications. Au cœur de la pression que les personnes étudiantes peuvent exercer sur le gouvernement, il y a la grève. Le 7 novembre dernier, nous étions plus de 50 milles en grève pour réclamer un refinancement massif en éducation. Ce printemps, nous devons augmenter la pression.

C'EST POURQUOI LA CRUES APPELLE À UNE SEMAINE DE GRÈVE DU 23 AU 27 MARS.

Il faut augmenter la pression afin d'aller chercher des gains concrets.
Que sont ces gains? C'est à nous, les étudiant.es, de le décider démocratiquement. C'est donc en Assemblée générale que l'on va se fixer des objectifs ensemble. Nos options d'objectif sont vastes, mais en voici quelque un de possible :

1. Une abolition complète des frais de scolarité
2. Une réforme de l'aide financière aux études (AFE) pour la rendre plus équitable et pour réduire la précarité étudiante
3. Une salarisation de tous les stages
4. Un rétablissement de l'ensemble des services de soutien et d'accompagnement aux personnes étudiantes coupés dans les dernières années dû à un manque de fonds.
5. Un arrêt immédiat des interventions du gouvernement sur les sujets enseignés et discutés sur les campus et dans le fonctionnement des associations étudiantes.
6. Un rétablissement et un maintien adéquat des infrastructures physique d'enseignement postsecondaire

Dès les semaines à venir, participez à vos assemblées étudiantes pour vous prononcer et participer à la construction d'un front commun. Nous devons nous rassembler pour être une force collective qui ne peut pas être ignorée.

C'est seulement à travers l'élargissement et l'escalade de la lutte, de nos grèves, de notre force que nous pourrons améliorer nos conditions.

POUR LA FIN DE L'AUSTÉRITÉ EN ÉDUCATION

ÉTUDIER, C'EST ÊTRE PRÉCAIRE :

À moins d'être déjà privilégié, étudier, aujourd'hui, c'est être précaire. C'est de devoir se loger et se nourrir sur des emplois à temps partiel alors que tant de personnes n'arrivent pas à le faire en travaillant à temps plein. Pour d'autre, c'est de rester chez ces parents, dans des situations familiales qui peuvent être très toxiques ou de dépendre sur des banques alimentaires déjà débordées. C'est de s'endetter pour des dizaines d'années à venir.

Une éducation précarisant est une éducation inaccessible, aliénante et dominée par les incitatifs économiques. Tant que l'éducation postsecondaire est vue comme un lieu d'investissement dans des diplômes à rentabiliser, les diplômés moins « rentables » seront dévalorisés et les savoirs qui ne sont pas marchandisages seront mis de côté.
Pourtant, l'éducation postsecondaire à un potentiel de transformation sociale majeur. Ça pourrait être un lieu de remise en question de notre réalité, de création collective de savoir et d'art.

NOUS AVONS COLLECTIVEMENT LES MOYENS DE CRÉER UN SYSTÈME D'ÉDUCATION QUI SERAIT RÉELLEMENT LIBRE, ACCESSIBLE ET DE QUALITÉ.

L'AUSTÉRITÉ EN ÉDUCATION, UNE AFFAIRE DE PLUSIEURS DÉCENNIES :

Depuis plus de 40 ans, l'éducation postsecondaire se fait graduellement abandonner par le gouvernement. Tous les partis qui ont été au pouvoir ont participé tour à tour à l'abandon et au définancement de l'enseignement postsecondaire. Après des coupures de taxes pour les riches et une accumulation continue de la richesse, nos dirigeants se plaignent d'un trop grand déficit, et décident de mettre le poids de ce déficit sur les plus vulnérables en détruisant graduellement nos services publics.

Résultat : les frais de scolarité universitaires sont aujourd'hui de plusieurs milliers de dollars par an, l'aide financière aux études ne permet même pas de vivre en haut du seuil de la pauvreté, une grande partie des cégeps sont dans des états déplorables, une personne étudiante sur trois subit de l'insécurité alimentaire et les loyers autour des lieux d'enseignement sont hors de prix . Pour changer cette réalité et faire de l'éducation postsecondaire un vrai projet collectif, nous devons prendre action par nous même, car les politiciens ne changeront pas de direction par eux-mêmes.

PRENDRE ACTION

Si tous les partis qui ont été au pouvoir depuis 40 ans ont participé au pillage, c'est que la solution ne viendra pas d'une élection. Nous devons agir et faire pression sur le gouvernement afin de le forcer à changer de direction pour répondre à nos revendications. Au cœur de la pression que les personnes étudiantes peuvent exercer sur le gouvernement, il y a la grève. Le 7 novembre dernier, nous étions plus de 50 milles en grève pour réclamer un refinancement massif en éducation. Ce printemps, nous devons augmenter la pression.

C'EST POURQUOI LA CRUES APPELLE À UNE SEMAINE DE GRÈVE DU 23 AU 27 MARS.

Il faut augmenter la pression afin d'aller chercher des gains concrets.
Que sont ces gains? C'est à nous, les étudiant.es, de le décider démocratiquement. C'est donc en Assemblée générale que l'on va se fixer des objectifs ensemble. Nos options d'objectif sont vastes, mais en voici quelque un de possible :

1. Une abolition complète des frais de scolarité
2. Une réforme de l'aide financière aux études (AFE) pour la rendre plus équitable et pour réduire la précarité étudiante
3. Une salarisation de tous les stages
4. Un rétablissement de l'ensemble des services de soutien et d'accompagnement aux personnes étudiantes coupés dans les dernières années dû à un manque de fonds.
5. Un arrêt immédiat des interventions du gouvernement sur les sujets enseignés et discutés sur les campus et dans le fonctionnement des associations étudiantes.
6. Un rétablissement et un maintien adéquat des infrastructures physique d'enseignement postsecondaire

Dès les semaines à venir, participez à vos assemblées étudiantes pour vous prononcer et participer à la construction d'un front commun. Nous devons nous rassembler pour être une force collective qui ne peut pas être ignorée.

C'est seulement à travers l'élargissement et l'escalade de la lutte, de nos grèves, de notre force que nous pourrons améliorer nos conditions.

POUR LA FIN DE L'AUSTÉRITÉ EN ÉDUCATION

ÉTUDIER, C'EST ÊTRE PRÉCAIRE :

À moins d'être déjà privilégié, étudier, aujourd'hui, c'est être précaire. C'est de devoir se loger et se nourrir sur des emplois à temps partiel alors que tant de personnes n'arrivent pas à le faire en travaillant à temps plein. Pour d'autre, c'est de rester chez ces parents, dans des situations familiales qui peuvent être très toxiques ou de dépendre sur des banques alimentaires déjà débordées. C'est de s'endetter pour des dizaines d'années à venir.

Une éducation précarisant est une éducation inaccessible, aliénante et dominée par les incitatifs économiques. Tant que l'éducation postsecondaire est vue comme un lieu d'investissement dans des diplômes à rentabiliser, les diplômés moins « rentables » seront dévalorisés et les savoirs qui ne sont pas marchandisages seront mis de côté.
Pourtant, l'éducation postsecondaire à un potentiel de transformation sociale majeur. Ça pourrait être un lieu de remise en question de notre réalité, de création collective de savoir et d'art.

NOUS AVONS COLLECTIVEMENT LES MOYENS DE CRÉER UN SYSTÈME D'ÉDUCATION QUI SERAIT RÉELLEMENT LIBRE, ACCESSIBLE ET DE QUALITÉ.

L'AUSTÉRITÉ EN ÉDUCATION, UNE AFFAIRE DE PLUSIEURS DÉCENNIES :

Depuis plus de 40 ans, l'éducation postsecondaire se fait graduellement abandonner par le gouvernement. Tous les partis qui ont été au pouvoir ont participé tour à tour à l'abandon et au définancement de l'enseignement postsecondaire. Après des coupures de taxes pour les riches et une accumulation continue de la richesse, nos dirigeants se plaignent d'un trop grand déficit, et décident de mettre le poids de ce déficit sur les plus vulnérables en détruisant graduellement nos services publics.

Résultat : les frais de scolarité universitaires sont aujourd'hui de plusieurs milliers de dollars par an, l'aide financière aux études ne permet même pas de vivre en haut du seuil de la pauvreté, une grande partie des cégeps sont dans des états déplorables, une personne étudiante sur trois subit de l'insécurité alimentaire et les loyers autour des lieux d'enseignement sont hors de prix . Pour changer cette réalité et faire de l'éducation postsecondaire un vrai projet collectif, nous devons prendre action par nous même, car les politiciens ne changeront pas de direction par eux-mêmes.